

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.620

7 octobre 1997

(97-4236)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Véhicules automobiles des catégories M1, M2, M3, N1, N2, N3, O2, O3 et O4, véhicules à moteur à trois roues, motocyclettes et cyclomoteurs
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement établissant des règles relatives aux demandes d'homologation et au suivi des homologations accordées (Règlement sur les demandes d'homologation et le suivi des homologations)
6.	Teneur: Ce projet de règlement définit quels véhicules à moteur visés au point 6 appartiennent à une catégorie donnée aux fins de leur homologation au niveau national. Ce texte renferme aussi des règles concernant les demandes d'homologation et les formulaires correspondants, les obligations des constructeurs et le suivi des homologations.
7.	Objectif et justification: Ces mesures sont justifiées pour des raisons liées à la sécurité routière, à la sécurité des personnes en déplacement et à la protection de l'environnement.
8.	Documents pertinents: Texte à prendre en compte aux fins de l'évaluation de ce projet de règlement: Article 22, paragraphes 2 et 3, article 23, paragraphe 3 et article 25, paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur la circulation routière
9.	Date projetée pour l'adoption: 19 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 20 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 18 novembre 1997  Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: